

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de
l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France - Direction des
Routes Île-de-France (DRIEAT-IF)

Représentant de l'Acheteur (RA)

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de
l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par
délégation de Monsieur le Préfet de Région d'Île-de-France, Préfet de Paris
(arrêté n°IDF-2023-04-04-00003 du 19/04/2023)

Objet de la consultation

***Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le marché de conception-
réalisation relatif à la réfection de l'étanchéité et le remplacement des
appareils d'appui du viaduc de Saint-Cloud sur la A13***

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 Objet du marché	3
1.2 Contenu de la mission d'AMO – Prestations objet du marché	4
1.2.1 Définition synthétique des phases	4
1.2.2 Ordonnancement, pilotage et coordination	5
1.2.3 Autres prestations / Expertises	5
1.2.4 Identification, analyse et prévention des risques	5
1.2.5 Exclusions	6
1.3 Planning prévisionnel	6
1.4 Confidentialité	6
ARTICLE 2. MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET D'EXECUTION DE L'ACCORD- CADRE 7	
2.1 Organisation du Maître d'ouvrage	7
2.2 Organisation attendue du titulaire au titre de l'accord-cadre	7
2.3 Autres intervenants	7
2.4 Réunions	8
2.5 Délais d'exécution et prestations élémentaires	9
2.6 Modalités de rendu des livrables	13
2.7 Échange des informations – Utilisation de plateforme de collaborative	13
2.8 Exigences environnementales	13
ARTICLE 3. DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES	15
3.1 Cadre réglementaire	15
3.2 Contenu détaillé des phases et exigences particulières	15
3.2.1 Phase 1 : Consultation des entreprises, mise au point du marché de conception- réalisation et prestations liées	15
3.2.2 Phase 2 : Suivi d'exécution des prestations en phase de Conception et prestations liées 16	
3.2.3 Phase 3 : Suivi d'exécution des prestations en phase de Réalisation et prestations liées 17	
3.2.4 Phase 4 : Assistance pendant la garantie de parfait achèvement et prestations liées... 19	
3.2.5 Prestations attendues au titre de la mission d'Ordonnancement, pilotage et coordination	19
3.2.6 Autres prestations / Expertises	20
ARTICLE 4. MODALITES ET CONSIGNES D'INTERVENTION SUR LE RESEAU ROUTIER NATIONAL GERE PAR LA DIRIF	21
4.1 Programmation des interventions	21
4.2 Équipements obligatoires	21

Dans l'ensemble du présent document, l'acheteur est désigné par les termes « Maître d'ouvrage » ou « MOA ».

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet de passer un marché d'assistance technique, administrative, juridique et financière à maîtrise d'ouvrage, au sens de l'article L.2422-2 du Code de la commande publique (CCP), couvrant les phases d'études et de travaux de l'opération de la réfection de l'étanchéité et du remplacement des appareils d'appui du viaduc de Saint-Cloud sur la A13 (Ouvrage DiRIF n° 18012-1 et 90026-1)) situé dans le département des Hauts-de-Seine.

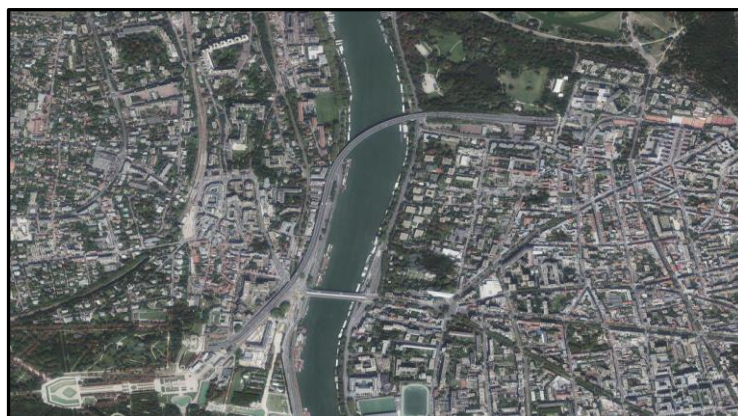
Le viaduc de Saint-Cloud, qui permet le franchissement de la Seine entre les communes de Saint-Cloud et de Boulogne-Billancourt, est un ouvrage en S de 1 100 m de longueur construit sur la période 1972-1974. Il s'agit d'un ouvrage de type ouvrage précontraint en voussoirs préfabriqués, présentant 16 travées de 20, 24 mètres à 101,75 mètres de longueur, dont 7 sont situées au-dessus de la seine.



Aperçu du viaduc de Saint-Cloud - Google Street View



Situation de l'ouvrage - Source : Google Maps



Vue aérienne du Viaduc de Saint-Cloud - Source : Geoportail

Les études d'Avant-Projet de Rénovation d'Ouvrage d'Art (APROA) de niveau avant-projet et de niveau projet, ainsi que les travaux d'entretien spécialisé de cet ouvrage, consistant en la réfection de l'étanchéité et au remplacement des appareils d'appui, font l'objet d'un marché de conception-réalisation.

Le choix du recours à un marché de conception-réalisation est justifié d'une part par les dimensions exceptionnelles de l'ouvrage et de l'opération de réparation et d'entretien prévue, ainsi que par les contraintes inhérentes à la solution technique devant être mise en œuvre pour les travaux de réparation et d'entretien de cet ouvrage. En effet, les dimensions exceptionnelles du viaduc de Saint-Cloud, le classent de facto dans la catégorie des ouvrages d'art dits non-courant, à l'instar de l'opération de réparation et d'entretien prévu, qui consiste en un verinage (levage) de l'ouvrage pour assurer le remplacement des 91 appareils d'appui initiaux, qui intervient après une durée de vie de 50 ans et visant à leur renouvellement pour les 50 prochaines années. D'autre part, le processus de réalisation de ces travaux de réparation et d'entretien (et par conséquent des travaux connexes et préparatoires nécessaires, résultant directement de la solution retenue) se trouve directement dépendant des moyens et de la technicité propre des entreprises. Ces éléments justifient par conséquent de la nécessité absolue d'associer l'entrepreneur aux études de conception pour rechercher et concevoir une solution de réparation compatible avec les différentes contraintes spécifiques à cet ouvrage unique ainsi que pour s'assurer de la faisabilité des travaux de réparation et d'entretien envisagés.

Enfin, l'A13, au niveau du viaduc de Saint-Cloud, avec ses 120 000 véh/j dont 6% de PL, constitue un axe majeur du trafic francilien soumis à de fortes contraintes quant à la programmation et à la durée des fermetures possible de cet axe. La programmation pluriannuelle de l'exploitation et des fermetures du réseau francilien a aujourd'hui arrêté la possibilité d'une fermeture complète de l'ouvrage à la circulation (24h/24 – 7j/7) sur la période du 01^{er} juillet 2027 au 31 août 2027, imposant ce créneau pour l'exécution de tout ou partie des prestations.

1.2 Contenu de la mission d'AMO – Prestations objet du marché

Dans le cadre de sa mission d'assistance au maître d'ouvrage, le titulaire du présent marché aura en charge, une mission générale d'assistance à maîtrise d'ouvrage (assistance technique, administratives, juridique et financière) composée :

- De **quatre** phases découpées en série, qui constituent des parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI. Il peut y avoir recouvrement partiel entre certaines phases ;
- D'une mission d'ordonnancement, pilotage, coordination à l'échelle de la fermeture globale et complète de la section d'autoroute A13 qui sera nécessaire à la réalisation des prestations objet du marché de conception-réalisation ;
- De prestations complémentaires unitaires d'expertises techniques ou juridiques, visant à appuyer le Maître d'ouvrage par des expertises indispensables et nécessaires à la bonne exécution de l'opération sur des points particuliers ;
- De l'analyse des risques et de leur suivi, réputé incluse dans les prestations définies ci-dessus.

1.2.1 Définition synthétique des phases

Les phases (parties techniques) du présent marché sont les suivantes :

- Phase 1 : Consultation des entreprises (phases de candidatures et offres, y compris négociation), mise au point du marché de conception-réalisation et prestations liées ;
- Phase 2 : Suivi d'exécution des prestations en phase de Conception et prestations liées ;
- Phase 3 : Suivi d'exécution des prestations en phase de Réalisation et prestations liées ;

- Phase 4 : Assistance pendant la garantie de parfait achèvement et prestations liées ;

Le contenu détaillé des prestations objet des différentes phases est défini par l'Article 3 - *DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES* du présent CCTP.

1.2.2 Ordonnancement, pilotage et coordination

Les travaux objet du marché de Conception-Réalisation seront dévolus en un marché unique, dont l'OPC, à l'échelle de ce dernier, est assuré par le titulaire de ce marché de travaux.

La fermeture complète à la circulation de l'autoroute A13, sur la période du 1 Juillet au 31 août 2027, pour les besoins du marché de Conception-Réalisation objet du présent marché d'AMO, impliquera la fermeture de cet axe dans les 2 sens de circulation sur une section d'un linéaire d'environ 8 km. Les emprises de l'ouvrage seront intégralement mises à disposition du titulaire, sans aucune limitation.

Le périmètre de cette fermeture est tel qu'il permet, outre la réparation du Viaduc de Saint-Cloud, la conduite, par le CD 92 d'une opération de réhabilitation (démolition / reconstruction) d'un Passage Supérieur franchissant l'A13. Les deux opérations ne présentent aucune interaction entre elles en dehors de la mutualisation de la fermeture estivale de l'A13.

La DiRIF se réserve par ailleurs la possibilité d'exécuter d'autres opérations de travaux (en cours de définition), sur le périmètre des voies fermées à la circulation et qui ne seraient pas nécessaire au marché de Conception-Réalisation, dans une démarche d'optimisation de la fermeture pour les différents besoins d'entretien (Entretien spécialisé d'ouvrages d'art, réfection des chaussées...). Cette possibilité implique néanmoins la potentielle mutualisation d'accès et le besoin d'anticipation et de gestion des éventuelles interfaces entre ces opérations.

Ainsi la conduite d'une mission OPC à l'échelle de la section d'autoroute A13 qui sera fermée à la circulation constitue une prestation à part entière du présent marché, définie à l'Article 3 – *Détail des prestations attendues* du présent CCTP.

1.2.3 Autres prestations / Expertises

La forme de l'accord-cadre peut le permettre par la mobilisation de vacations, la conduite de prestations d'expertises indispensables et nécessaires à la bonne exécution de l'opération, quelle que soit leur nature.

1.2.4 Identification, analyse et prévention des risques

Quelle que soit la nature de la prestation objet d'un bon de commande, le titulaire dispose d'un devoir de conseil envers le Maître d'ouvrage, étendu à l'identification, l'analyse et la prévention des risques, au titre duquel il assure :

- L'identification des risques susceptibles de se produire, qu'ils soient techniques, financiers, juridiques ou calendaires, l'évaluation de leur probabilité d'occurrence et de leurs impacts sur le projet ;
- La proposition d'actions de traitement pour les risques considérés ;

Une attention particulière sera portée à la gestion des interfaces avec les demandes ou contraintes fixées par les partenaires extérieurs (VNF, CD92, Commune de Saint-Cloud et de Boulogne-Billancourt).

Selon les attentes du maître d'ouvrage ou lorsque l'analyse du titulaire conduit à l'identification de risques particuliers ou significatifs, le maître d'ouvrage pourra solliciter la conduite de

prestations complémentaires portant spécifiquement sur la gestion des risques, dans le cadre des prestations définies à l'article 1.2.3 – *Autres prestations / Expertises* du présent CCTP.

1.2.5 Exclusions

Sont exclues du présent marché les prestations suivantes :

- les expertises environnementales et toutes démarches afférentes à l'obtention d'autorisations environnementales, à la loi sur l'eau ou à la concertation avec le public.
- les tâches liées à la consultation des entreprises ou prestataires qui sont assurées en propre par la DRIEAT : saisine de la plate-forme régionale des achats de l'État, saisine du responsable ministériel des achats, publication des avis d'appel à la concurrence, relais auprès du titulaire des questions posées sous PLACE par les candidats et envoi des réponses qui y sont apportées, rédaction des rapports de présentation de marchés, procédures d'engagement comptable ;
- le visa des documents d'exécution du marché de travaux, qui relève de la responsabilité du MOE intégré du marché de conception-réalisation ;
- les prestations relatives aux actions de communications pour lesquelles la DiRIF dispose d'un marché dédié.

1.3 Planning prévisionnel

L'exécution des prestations suivent l'exécution du marché de Conception-Réalisation.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel indiqué aux candidats au marché de Conception-Réalisation est le suivant :

- Date de sélection des candidats : janvier 2026
- Date d'envoi du dossier de consultation phase sélection des offres : Février 2026
- Date limite de remise des offres initiales : Avril 2026
- Négociation : Mai 2026
- Remise des offres finales : Juin 2026
- Notification de l'attribution du marché : Juillet 2026
- Achèvement de la phase de conception : Décembre 2026
- Démarrage de la phase de réalisation : Janvier 2027

1.4 Confidentialité

Le titulaire ne peut communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature (commerciale, industrielle, technique, financière, administrative ou personnelle) qui lui ont été communiquées par la maîtrise d'ouvrage, ou dont il aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

ARTICLE 2. MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions correspondantes sont définies aux articles 1.4 – *Fonctionnement Général de l'accord-cadre* et 2.3 – *Bons de commande* du CCAP du présent marché.

2.1 Organisation du Maître d'ouvrage

La Maîtrise d'ouvrage de l'opération de Conception-Réalisation objet du présent marché d'AMO est portée par la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF) / Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF).

La conduite d'opération est assurée par le Département Ouvrage d'Art (DOA) de la Direction des Routes d'Île-de-France, désignée comme Maître d'ouvrage Technique (MOA Technique) de l'opération.

Un **chef de projet (ou Responsable d'Opération)** sera désigné par le Maître d'ouvrage en tant qu'interlocuteur privilégié, tant pour la conduite du marché de Conception-Réalisation que pour la conduite du présent marché d'AMO.

Les bons de commandes seront adressés par le Maître d'Ouvrage à la survenance des besoins, en cohérence avec le calendrier d'exécution du marché de conception réalisation.

L'assistant au Maître d'Ouvrage (AMO) est chargé d'accompagner le maître d'ouvrage sur tout ou partie des prestations aussi bien sur les aspects techniques, administratifs, financiers que juridiques. Les commandes sont adressées par le maître d'ouvrage et les communications au titulaire du marché de Conception-Réalisation sont assurées par ses soins.

2.2 Organisation attendue du titulaire au titre de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions de l'article 1.7.3 – *Conduite des prestations par une personne nommément désignée* du CCAP, la conduite du présent marché et des prestations qui en découlent fait l'objet d'un pilotage par un interlocuteur unique de la DiRIF.

Cette personne est un ingénieur, présentant un niveau d'expérience de type « expert » en génie civil, désignée comme « Chef de projet ». Il est responsable de la bonne exécution du contrat et a notamment pour fonction :

- D'assurer le suivi et être le contact privilégié du MOA pour l'exécution du contrat ;
- D'assurer la conduite des prestations objet des différents bons de commande et plus généralement du présent marché.

Son identité et sa qualité sont précisées dans l'offre du titulaire.

Le titulaire désigne en outre un suppléant, également ingénieur expert en génie civil, en capacité de se substituer en cas d'empêchement majeur du chef de projet.

Le chef de projet est responsable de la qualité attendue des livrables à produire ainsi que de la bonne exécution des prestations dans le respect des exigences associées.

2.3 Autres intervenants

Les intervenants pour l'exécution du présent marché sont définis à l'article 1.7.2 – *Autres intervenants liés à l'acheteur* du CCAP du présent marché.

2.4 Réunions

Les dispositions ci-après complètent des dispositions de l'article 5.3 – *Réunions* du CCAP.

La participation aux réunions s'inscrit :

- Dans le cadre de l'exécution des prestations objet d'une phase définie au 1.2.1 - *Définition synthétique des phases* du présent CCTP. La participation à ces réunions, selon les fréquences et modalités définies ci-après, est alors incluse dans les prix de la phase concernée. En d'autres termes, la participation aux réunions décrites ci-dessous est comprise dans la prestation générale de l'assistant au maître d'ouvrage.

Phase	Réunion	Fréquence / Quantité
Phase 1	Réunion de restitution à l'analyse des candidatures	1
	Réunion de travail relative à l'analyse technique de l'APROA	2
	Réunion de restitution à l'analyse technique de l'APROA	1
	Réunion de préparation des négociations	2
	Réunion de négociation	6
	Réunion de bilan des négociations	2
	Réunion de travail relative à l'analyse des offres finales	2
	Réunion de restitution de l'analyse des offres finales	1
Phase 2	Réunion de mise au point	1
	Réunion de pilotage technique	Toutes les 2 semaines
	Comité de pilotage	Tous les 2 mois
	Visite de l'ouvrage possibilité d'intervention de nuit	1
Phase 3	Réunion préalable à l'admission de la phase de conception	2
	Réunion de pilotage technique	Toutes les 2 semaines
	Comité de pilotage	Tous les 2 mois
	Réunion de chantier	1 fois par mois de façon aléatoire ou réunions spécifiques nécessitant la représentation du maître d'ouvrage
	Réunion de préparation des opérations préalables à la réception	1
	Opérations préalables à la réception	1
	Levées des réserves (y.c. réunion de préparation éventuelles)	4
Phase 4	Visite relative à une malfaçon apparue dans l'année de parfait achèvement	2 (dont 1 pouvant intervenir de nuit)
	Visite avant la fin de l'année de la garantie de parfait achèvement (pouvant intervenir de nuit)	2 (dont 1 pouvant intervenir de nuit)
OPC	Réunion d'ordonnancement pilotage, coordination	3 réunions de préparation amont + 9 réunions hebdomadaires

- Dans le cadre de besoins ponctuels. La participation à des réunions spécifiques et/ou s'inscrivant dans le cadre de besoins ponctuels est alors rémunérée par application du prix dédié prévu au BPUF.

A l'exception des réunions de chantier dont le compte-rendu est assuré par le titulaire du marché de conception-réalisation (qui feront l'objet d'un avis de l'AMOT), toutes les réunions donnent lieu à un compte-rendu rédigé par le titulaire qui est transmis dans les 5 jours, conformément à l'article 2.5 – Délais d'exécution ci-après.

Le maître de l'ouvrage pourra demander au titulaire du présent marché une assistance dans la préparation des différentes réunions, ainsi que dans la rédaction et la construction des supports des éventuels supports de présentation.

Les comités de pilotage et de suivi de l'opération, traiteront du caractère technique, administratif et financier. Ils seront conduits sur la base d'une synthèse et d'une présentation proposée par le titulaire du présent marché.

2.5 Délais d'exécution et prestations élémentaires

Les bons de commande précisent :

- Pour les bons de commande ayant pour objet la réalisation des phases (partie techniques), le délai d'exécution prévisionnel, au regard des délais résultant du marché de Conception-Réalisation ;
- Pour les bons de commande ayant pour objet la réalisation d'autres prestations, de participation à une réunion ponctuelle ou d'expertise, le délai d'exécution du bon de commande, complété au besoin par la date prévisionnelle de la réunion ou les date de rendu des prestations sollicité ;
- la date de démarrage des prestations concernées, lorsque celle-ci diffère de la date de notification du bon de commande

Les prestations objet des différentes phases définies à l'Article 3 – *Détail des prestations attendues* du présent CCTP font appel à l'exécutions de différentes « prestations élémentaires », définies ci-après, qui font l'objet de délais d'exécution spécifiques et dont le respect constitue un impératif absolu pour la bonne exécution de l'opération globale.

Le tableau ci-après établit les délais applicables aux différentes prestations élémentaires.

L'absence de remarque à l'issue du délai de relecture / acceptation entraîne l'acceptation du livrable (indépendamment de la vérification du contenu du livrable sur le fond).

En cas de remarques de la part de maître d'ouvrage, le titulaire dispose de 3 jours ouvrés à compter de la réception des observations pour mettre à jour les documents en y apportant les corrections et compléments nécessaires.

Lorsque les délais applicables à une prestation élémentaire ne sont pas définis par les documents du marché, ils seront, au tant que de besoin, définis par le maître d'ouvrage qui informera le titulaire du délai fixé pour l'exécution de la prestation lors de sa sollicitation. Le titulaire peut formuler des observations relatives au délai fixé par le Maître d'Ouvrage dans les conditions définies à l'article 4.2 – *Délai d'exécution des bons de commande* du CCAP.

Phase	Prestations élémentaires	Livrable	Délai d'exécution et/ou fréquence (à compter du fait générateur ou de la sollicitation du Maître d'ouvrage ou de la réception des données)	Délai de relecture / Acceptation (à compter de la réception du document livré)
Phase 1	Avis critique sur le dossier de consultation des entreprises	Note d'analyse complétée par l'identification des propositions de compléments et/ou modification	10 jours ouvrés A compter du bon de commande prescrivant le démarrage de la phase 1	10 jours ouvrés
	Analyse des candidatures	Rapport d'analyse	10 jours ouvrés	10 jours ouvrés
	Analyse des techniques de la proposition d'APROA	Note d'analyse intégrant l'identification des points sensibles et questions à poser	15 jours ouvrés	10 jours ouvrés
	Procès-verbal de réunion de négociation	Proposition de Procès-verbal	4 jours ouvrés	3 jours ouvrés
	Analyse technique des offres au sens du règlement de la consultation	Note relative aux demandes de précision et/ou compléments à adresser aux candidats	5 jours ouvrés	3 jours ouvrés
		Rapport d'analyse des offres	10 jours ouvrés	10 jours ouvrés
	Préparation de réponses aux questions des candidats	Proposition de réponse détaillée	3 jours ouvrés	2 jours ouvrés
	Demande de compléments à l'attributaire provisoire	Proposition de lettre de demande de complément	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés
	Rejet des offres non retenue	Proposition les lettres de rejet	5 jours ouvrés	3 jours ouvrés
	Réponses aux questions des soumissionnaires non retenus	Proposition de lettre de réponse	10 jours ouvrés	5 jours ouvrés
	Mise au point du marché	Proposition de mise au point	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés
	Réunion	Proposition du compte-rendu de réunion	5 jours ouvrés	3 jours ouvrés
Phase 2 et Phase 3	Suivi documentaire des obligations du groupement et vérification de l'application du PAQ	Rapport de suivi	1 fois par mois	5 jours ouvrés
	Contrôle inopiné des documents d'exécution et visa associé	Rapport de contrôle	1 fois par mois sur 5 % des documents	5 jours ouvrés
	Modifications au programme / à la solution technique proposée	Remise d'un avis technique	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés

	Ordres de services	Proposition du projet d'OS	5 jours ouvrés	3 jours ouvrés
	Réunion	Proposition du compte-rendu de réunion	5 jours ouvrés	3 jours ouvrés
	Demande de prix supplémentaire	Note d'analyse sur la demande de prix supplémentaire et projet d'OS afférent le cas échéant	10 jours ouvrés	5 jours ouvrés
	Avenant	Projet d'avenant et rapport de justification afférent	15 jours ouvrés	10 jours ouvrés
	Admission des prestations à l'issue de la phase de conception	Note d'analyse de la complétude	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés
		Avis technique sur la conformité au DCE	15 jours ouvrés	10 jours ouvrés
	Décompte mensuel et final	Avis sur recevabilité et conformité du décompte présenté	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés
	Dossier d'exploitation sous-chantier	Avis technique	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés
	Opérations préalables à la réception	Proposition de procès-verbal des opérations préalable à la Réception	2 jours ouvrés	1 jour ouvré
		Proposition de procès-verbal de levée des réserves	2 jours ouvrés	1 jour ouvré
	Avis sur le mémoire en réclamation	Note d'analyse	10 jours ouvrés	5 jours ouvrés
Phase 4	Dossier Ouvrage d'Exécution et dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage	Analyse selon le fascicule 1 de l'ITSEOA		
	Visite relative au malfaçon / visite de parfait achèvement	Rapport de visite et avis sur le parfait achèvement	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés
		Courrier de déclenchement de la garantie de parfait achèvement	7 jours ouvrés	5 jours ouvrés
OPC	Réunion d'OPC	Proposition du compte-rendu de réunion complétée par un planning d'OPC et synoptique spatio-temporel de localisation des opérations	5 jours ouvrés	3 jours ouvrés
Autres prestations et	Réunion	Proposition du compte-rendu de réunion	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés
	Demande d'avis technique	Avis technique	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés

expertises	Demande d'avis juridique	Avis juridique	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés
-------------------	--------------------------	----------------	----------------	----------------

2.6 Modalités de rendu des livrables

L'ensemble des livrables produits dans le cadre du présent marché sont rédigés en français.

L'ensemble des livrables sont propriétés du maître d'ouvrage.

L'ensemble des livrables produits dans le cadre du présent marché sont envoyés sous format PDF et Word.

Les documents à produire au cours de l'exécution du marché sont fournis, sauf demande de l'acheteur sur fichier numérique, soit par voie électronique, soit sur support numérique.

Les délais applicables à la remise des livrables sont définis à l'article 2.5 – Délais d'exécution ci-dessus.

2.7 Échange des informations – Utilisation de plateforme de collaborative

Les communications usuelles entre le Maître d'Ouvrage technique et l'Assistant à Maîtrise d'ouvrage sont effectués par courrier électronique.

Les spécifications applicables au marché de Conception-Réalisation prévoient la mise en place, par son titulaire, d'un espace documentaire numérique commun, dénommé GED. Cet espace sera destiné à tous les acteurs du projet et accessible par internet à tout moment, et sera le moyen privilégié de transmission des documents informatiques au MOA.

Le titulaire du présent marché d'AMO disposera de droit d'accès en lecture à cette GED, selon les nécessités et les droits qui seront définis en concertation avec le Maître d'Ouvrage.

Tout document mis à disposition sur la GED sera réputé avoir été réceptionné par le titulaire du présent marché au titre de sa mission d'AMO, étant précisé que le système délivrera un courrier électronique aux interlocuteurs concernés pour informer de la disponibilité d'un nouveau document.

2.8 Exigences environnementales

Le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires relatives au respect de l'environnement qui lui sont applicables à la date de signature du marché par ses soins.

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens basés sur un système de management environnemental lui permettant de tenir compte des éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement.

Conformément à l'article 2.6 – *Modalités de rendu des livrables*, les documents produits au cours du marché sont fournis, sauf demande de l'acheteur sur fichier numérique, soit par voie électronique, soit sur support numérique.

Le titulaire s'efforce de réduire sa consommation de papier. Le cas échéant il privilégie, par ordre décroissant de priorité, l'usage de (1) papier recyclé, (2) papier éco-labellisé ecolabel européen, NF environnement, Ange bleu ou équivalent, (3) papier certifié issu de forêt gérées durablement labellisé FSC (Forest Stewardship Council), PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes) ou équivalent), et s'assure de l'utilisation judicieuse du grammage du papier (le plus léger possible). Il assure en outre l'optimisation de la mise en page des supports à imprimer afin de générer une impression la plus économe possible en papier et en encre et la moins productrice de déchets.

En complément des exigences environnementales en matière de format des rendus, les dispositions complémentaires suivantes sont applicables :

- Politique IT : le titulaire met en place une politique de Green IT (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).
- Déplacements : le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre et les marchés subséquents, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine

ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

- Formation : le partenaire s'engage à former ses collaborateurs aux enjeux environnementaux liés à l'objet du marché, de telle sorte à ce qu'il puisse être force de proposition pour évaluer et améliorer les propositions afférentes du titulaire de marché de Conception-Réalisation en la matière.

ARTICLE 3. DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES

3.1 Cadre réglementaire

Le titulaire tient compte, dans la conduite de l'ensemble de ses missions, des éléments du référentiel normatif et technique en vigueur à la date d'exécution de sa prestation, et du référentiel administratif ou juridique applicable.

3.2 Contenu détaillé des phases et exigences particulières

3.2.1 Phase 1 : Consultation des entreprises, mise au point du marché de conception-réalisation et prestations liées

La phase 1 comprend notamment l'examen des candidatures, l'analyse technique et financière des offres, la rédaction des rapports correspondants, l'animation des négociations avec les soumissionnaires, la rédaction des procès-verbaux des négociations, ainsi que la mise au point du marché.

La prestation d'AMO consistera ainsi à :

- Procéder à une lecture critique du dossier de consultation des entreprises (DCE) vis-à-vis des intérêts du maître d'ouvrage. Il vérifiera notamment que le DCE ne contient pas d'engagements du maître d'ouvrage que ce dernier ne pourrait pas tenir ;
- Prendre connaissance de l'ensemble des données afférents au marché de conception réalisation objet du présent marché d'AMO mises à disposition par le maître d'ouvrage ;
- Recenser les éventuelles informations non disponibles et nécessaires à la bonne réalisation du marché de conception-réalisation ;
- Assurer, après accord du maître d'ouvrage, l'établissement et le suivi des commandes relatives aux éventuelles études complémentaires qui seraient nécessaires afin que le maître d'ouvrage puisse satisfaire ses obligations envers les candidats et plus largement le futur titulaire ;
- Assurer, après accord du maître d'ouvrage, l'établissement, le lancement et le suivi des éventuelles études complémentaires afin d'obtenir les éventuels entrants manquants et nécessaires aux candidats au marché de conception réalisation ou qui seraient nécessaires afin que le maître d'ouvrage puisse satisfaire ses obligations envers eux ou le futur titulaire ;
- Assurer l'analyse des candidatures en application des dispositions issues du règlement de la consultation et produire le rapport correspondant (sous réserve de compatibilité avec le calendrier de la procédure) ;
- Assurer l'analyse des offres en application des dispositions issues du règlement de la consultation et produire le rapport correspondant en veillant à la cohérence de l'ensemble des aspects de l'analyse, étant précisé que :
 - Cette analyse sera élargie aux aspects contractuels et notamment leur conformité avec les principes réglementaires et jurisprudentiels ;
 - Une attention particulière sera portée aux dispositions techniques et calculatoires justifiant de la proposition d'Avant- Projet de Rénovation d'ouvrage d'Art, et plus largement la solution technique proposée pour l'exécution des prestations objet du marché de conception-réalisation ;
- Participer aux différentes réunions de négociation et de synthèse et rédiger les procès-verbaux afférents ;
- Préparer les réponses aux questions des candidats, qu'elles portent sur le volet technique ou sur le volet contractuel ;

- Suggérer les questions à poser aux soumissionnaires en clarification / précisions, sur les volets contractuels, techniques, ou financiers ;
- Rédiger la lettre éventuelle de demande de compléments à l'attributaire provisoire et en analyser la réponse si besoin est ;
- Rédiger les lettres de rejet des offres ;
- Préparer les réponses aux questions des soumissionnaires non retenus si besoin est ;
- Assurer la mise au point du marché de conception-réalisation, y compris la participation aux réunions de mise au point du marché ;
- Assurer un contrôle de complétude et de cohérence du contrat ;
- Veiller à la maîtrise des risques, conseiller globalement la DiRIF et assurer une mission de vigilance juridique pour prévenir d'éventuelles difficultés et optimiser le déroulement de la procédure.

Le parti du maître d'ouvrage est de fixer à trois le nombre de candidats (groupements) admis à présenter une offre, ainsi qu'autorisé par l'article R.2142-17 du CCP et à activer la procédure avec négociation des articles R.2161-12 à 20 du CCP.

Le délai alloué aux candidats sélectionnés pour remettre des offres initiales contenant un projet d'Avant-Projet de Rénovation d'ouvrage d'Art (APROA), en application de l'article R.2171-18 du CCP, sera compris entre 2 et 3 mois. Le montant de prime envisagé est de l'ordre de 400 000 € H.T.

Le présent marché étant un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage globale, il est rappelé la nécessité absolue de coordonner les aspects techniques, financiers et administratifs (voire juridique) dans l'exécution des prestations, dont le caractère partiel ne saurait être admis.

3.2.2 Phase 2 : Suivi d'exécution des prestations en phase de Conception et prestations liées

Au titre des prestations objet de la phase 2, le maître d'ouvrage attend un suivi documentaire formalisé des obligations du groupement titulaire du marché de Conception-Réalisation, dont la vérification d'application conforme de son plan d'assurance qualité, et les actions de maîtrise financière du contrat.

La prestation d'AMO consistera ainsi à :

- Contrôler l'établissement du plan de contrôle interne et externe du groupement attributaire, et analyser le plan de contrôle extérieur proposé par le Maître d'œuvre intégré ;
- Assurer la rédaction des consultations de maîtrise d'ouvrage pour contrôle extérieur des travaux, si celles-ci n'ont pu être anticipées, et l'analyse des offres qui en découlent (le parti pris du maître d'ouvrage est de mettre les prestataires de contrôle extérieur à la disposition du maître d'œuvre intégré) ;
- Assurer le suivi de la mise en œuvre de ce plan de contrôle extérieur par le MOE intégré ;
- Assurer le suivi de la bonne exécution du contrat de Conception-Réalisation par son titulaire, et plus largement l'assistance au suivi général du contrat (suivi administratif, financier, planning, etc.) ;
- Accompanyer la Maîtrise d'ouvrage dans les relations avec les gestionnaires tiers en fonction des besoins du titulaire ;
- Assurer le suivi de l'Ordonnancement, Pilotage et Coordination envisagée par le titulaire du marché de Conception-Réalisation en portant une attention particulière aux incidences potentielles des dispositions envisagées vis-à-vis des collectivités avoisinantes et des gestionnaires des voiries ;
- Formuler un avis motivé sur :

- Les dossiers d'exploitation sous chantier ainsi que sur le phasage de travaux
L'assistant au maître d'ouvrage proposera également au maître d'ouvrage des optimisations. Il s'assurera de la compatibilité des fermetures souhaitées et des mesures proposées avec le planning de coordination régionale qui sera communiqué par le maître d'ouvrage. Il veillera à ce que l'ensemble des acteurs concernés soient consultés et à la bonne prise en compte de leur avis.
- le planning général, pour s'assurer de la cohérence entre les différentes interventions et du bon avancement de l'opération ;
- les propositions techniques du titulaire, incluant toute vérification calculatoire éventuellement nécessaire et/ou une analyse des différentes hypothèses proposées et scénarios envisageables ;
- les différentes propositions d'adaptation en réponse à des aléas ou opportunités ;
- Rédiger et instruire les référés préventifs permettant de gérer les éventuelles dégradations provoquées par les travaux sur les bâtis extérieurs, si nécessaire ;
- Veiller à la prise en compte, par le titulaire du marché de Conception-Réalisation, des remarques formulées par le coordinateur de sécurité et plus largement à la prise en compte du PGCSPS ;
- Proposer au MOA tous les ordres de service à destination de l'entreprise ;
- Proposer la mise en œuvre des mesures coercitives d'exécution du marché si nécessaire ;
- Instruire les demandes de prix supplémentaires, décision de poursuivre, décision de prorogation de délai, avenant et proposer les pièces qui en découlent,
- Assurer l'analyse des demandes de paiement mensuelles présentées par le titulaire du marché de Conception-Réalisation ;
- Formuler un avis circonstancié quant à l'admission des prestations objet de la phase conception ;
- Veiller à la maîtrise des risques, conseiller globalement la DiRIF et assurer une mission de vigilance juridique pour prévenir d'éventuelles difficultés et optimiser le déroulement des prestations.

La participation aux différentes réunions ainsi que les principaux rendus attendus par le maître d'ouvrage au titre de la présente phase sont définis à *l'Article 2 - MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE* du présent CCTP. L'AMO participe à toute réunion à laquelle participe le MOA technique.

3.2.3 Phase 3 : Suivi d'exécution des prestations en phase de Réalisation et prestations liées

Au titre des prestations objet de la phase 3, le maître d'ouvrage attend un suivi documentaire formalisé des obligations du groupement titulaire du marché de travaux, dont la vérification d'application conforme de son plan d'assurance qualité, et les actions de maîtrise financière du contrat.

La prestation d'AMO consistera ainsi à :

- Contrôler la mise en œuvre effective du plan de contrôle interne et externe du groupement attributaire, ainsi que la mise en œuvre du contrôle extérieur par le Maître d'œuvre intégré ;
- Assurer le suivi de la bonne exécution du contrat de Conception-Réalisation par son titulaire, et plus largement l'assistance au suivi général du contrat (suivi administratif, financier, planning, etc.) ;

- Assurer le suivi de l'Ordonnancement, Pilotage et Coordination, en apportant une attention particulière aux interfaces avec les collectivités avoisinantes et des gestionnaires des voiries ;
- Mettre en œuvre un contrôle inopiné des visas d'exécution délivrés par les maîtres d'œuvre intégrés. Il est rappelé que le visa des documents d'exécution relève du seul maître d'œuvre intégré. L'AMO a donc pour fonction de s'assurer du respect par l'entreprise de l'obligation de visa préalable aux travaux.
- Formuler un avis motivé sur :
 - Les dossiers d'exploitation sous chantier ainsi que sur le phasage de travaux. L'assistant au maître d'ouvrage proposera également au maître d'ouvrage des optimisations ; Il s'assurera de la compatibilité des fermetures souhaitées et des mesures proposées avec le planning de coordination régionale qui sera communiqué par le maître d'ouvrage. Il veillera à ce que l'ensemble des acteurs concernés soient consultés et à la bonne prise en compte de leur avis.
 - le planning général, pour s'assurer de la cohérence entre les différentes interventions et du bon avancement de l'opération ;
 - les propositions techniques du titulaire, incluant toute vérification calculatoire éventuellement nécessaire et/ou une analyse des différentes hypothèses proposées et scénarios envisageables ;
 - les différentes propositions d'adaptation en réponse à des aléas ou opportunités ;
- Rédiger et instruire les référés préventifs permettant de gérer les éventuelles dégradations provoquées par les travaux sur les bâtis extérieurs, si nécessaire ;
- Veiller à la prise en compte, par le titulaire du marché de Conception-Réalisation, des remarques formulées par le coordinateur de sécurité et produire un avis sur les remarques du CSPS, en cas de remarques impliquant la maîtrise d'ouvrage ;
- Proposer au MOA tous les ordres de service à destination de l'entreprise ;
- Proposer la mise en œuvre des mesures coercitives d'exécution du marché si nécessaire ;
- Instruire les demandes de prix supplémentaires, décision de poursuivre, décision de prorogation de délai, avenant et proposer les pièces qui en découlent ;
- Assurer l'analyse des demandes de paiement mensuelles présentées par le titulaire du marché de Conception-Réalisation ;
- Assurer la vérification de la constitution par le titulaire, en fin d'exécution, du dossier de récolement (Dossier des ouvrages exécutés) qui devra notamment comprendre les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution ;
- Assurer la vérification de l'exécution des essais éventuellement prévus pour s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages lors de leur mise en exploitation ;
- Participer, avec les différents intervenants, aux opérations préalables à la réception en tant que conseil technique de la maîtrise d'ouvrage ;
- Rédiger les propositions de réception des ouvrages, sur la base des différents essais réalisés et des avis des différents experts techniques, ainsi que des exploitants. L'assistant au maître d'ouvrage assistera le MOA pour les décisions à rendre (réfection, réfaction). Il fera une analyse critique des travaux et indiquera au maître d'ouvrage son avis sur la part de responsabilité des travaux mal réalisés (non conformes au cahier des charges ou qui ont nécessité des surcoûts importants), il veillera à respecter les délais réglementaires de réponse ;
- En cas de réception avec réserves, le suivi technique avec le maître d'œuvre de la suite donnée par l'entrepreneur aux dites réserves ;
- Assurer l'analyse de la demande de paiement finale présentée par le titulaire du marché de Conception-Réalisation, incluant, le cas échéant, l'analyse du mémoire en

réclamation. Le titulaire est tenu d'assister le maître d'ouvrage en cas de différend sur le règlement ou l'exécution des travaux ;

- Veiller à la maîtrise des risques, conseiller globalement la DiRIF et assurer une mission de vigilance juridique pour prévenir d'éventuelles difficultés et optimiser le déroulement des prestations.

La participation aux différentes réunions ainsi que les principaux rendus attendus par le maître d'ouvrage au titre de la présente phase sont définis à l'Article 2 - MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE du présent CCTP. L'AMO participe à toute réunion à laquelle participe le MOA technique.

3.2.4 Phase 4 : Assistance pendant la garantie de parfait achèvement et prestations liées

Au titre des prestations objet de la phase 4, le maître d'ouvrage attend une assistance technique pendant la durée de la garantie de parfait achèvement.

La prestation d'AMO consistera ainsi à :

- la participation aux visites et réunions relatives aux malfaçons apparues dans l'année de parfait achèvement ;
- la proposition au maître d'ouvrage s'il y a lieu, du prolongement du délai de garantie ;
- le conseil et l'assistance au maître d'ouvrage pour la mise en jeu des garanties et des assurances ;
- l'organisation d'une visite avant la fin de l'année de parfait achèvement ;
- la proposition de blocage ou libération des retenues de garanties / opposition ou acceptation de la levée des garanties ;
- la proposition de saisine éventuelle des assurances ;
- l'élaboration de pièces permettant la présentation du quitus ;
- la déclaration du coût de construction définitif à l'assureur « dommages-ouvrage » et la position de paiement du solde au maître d'œuvre.
- Vérification du Dossier d'ouvrage d'exécution conforme à l'ITSEAO Fascicule 1

La participation aux différentes réunions ainsi que les principaux rendus attendus par le maître d'ouvrage au titre de la présente phase sont définies à l'Article 2 - MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE du présent CCTP. L'AMO participe à toute réunion à laquelle participe le MOA technique.

3.2.5 Prestations attendues au titre de la mission d'Ordonnancement, pilotage et coordination

La mission d'ordonnancement, la coordination et le pilotage des travaux et opérations à l'échelle de la fermeture globale de l'autoroute A13, sur la période du 26 juin au 03 septembre 2027 aura pour objet :

- En matière d'ordonnancement : d'analyser et de définir la planification des travaux envisagés, de déterminer leurs enchaînements ainsi que le chemin critique, et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des différents travaux ;
- En matière de coordination : d'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants ;

- En matière de pilotage : de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

A ce titre, il est notamment attendu par la DiRIF au titre de cette mission :

- L'étude de la faisabilité et l'optimisation de réalisation (dans l'espace et dans le temps, à l'échelle de la fermeture programmée) des différents travaux envisagés par la maîtrise d'ouvrage DiRIF ;
- L'analyse des incidences des propositions sur l'ordonnancement et la planification ainsi que leurs conséquences sur l'organisation générale de la fermeture, en s'assurant de l'absence d'impact sur la conduite du marché de conception-réalisation ;
- La proposition des clauses à intégrer aux dossiers de marché des opérations complémentaires envisagées par la Maîtrise d'ouvrage DiRIF dans la fermeture ;
- La vérification des incidences des dispositions proposées par le coordonnateur SPS au regard de son élément de mission OPC ;
- L'établissement du planning des différentes opérations et leur enchaînement spatio-temporel, s'appuyant sur la production de document graphique, plannings, calendriers, etc ;
- le recensement du rôle et responsabilité des intervenants et la constitution du fichier "identifiants" ;
- L'inventaire des contraintes techniques et formalités administratives conditionnant les travaux et le recensement des besoins des différentes entreprises en matière d'installation de chantier, d'accès ainsi que les moyens matériels et humains envisagés ;
- Le contrôle de l'avancement des travaux dans le respect du calendrier détaillé d'exécution des travaux et la consignation des événements importants correspondant à l'organisation et aux délais
- L'organisation des réunions interentreprises nécessaires à la coordination, l'établissement du compte-rendu et sa diffusion aux intervenants. Le Compte-rendu de ces réunions intègre, le cas échéant, la mise à jour des documents afférents à la conduite de la présente mission OPC ;
- La proposition au maître de l'ouvrage des mesures destinées à limiter les effets sur les délais (ou sur la conduite du marché de conception-réalisation) en cas de difficulté ou de défaillance rencontrée par une ou plusieurs entreprises.

3.2.6 Autres prestations / Expertises

La forme de l'accord-cadre peut la permettre par la mobilisation de vacations, la conduite de prestations d'expertises indispensables et nécessaires à la bonne exécution de l'opération, quelle que soit leur nature.

A titre d'exemple, ces prestations peuvent porter sur :

- la rédaction et au suivi des différentes commandes nécessaires à l'opération, et notamment les commandes concernant le contrôle technique dans les différents domaines ;
- L'assistance au Maître d'ouvrage dans le cadre des démarches de réclamation amiables et/ou contentieuses postérieures à la notification du décompte général définitif ;
- la gestion d'aléas majeurs.

ARTICLE 4. MODALITES ET CONSIGNES D'INTERVENTION SUR LE RESEAU ROUTIER NATIONAL GERE PAR LA DIRIF

4.1 Programmation des interventions

Aucune intervention sur le secteur autoroutier ne sera effectuée si :

- (1) Elle n'intervient pas au titre des besoins relevant de l'exécution du marché de conception-réalisation et s'inscrit dans le cadre de l'exécution de ce dernier.
- (2) elle n'a pas été précédée de l'accord du représentant du service exploitant.

L'entreprise est tenue de respecter en tout point la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité, et de conditions de travail.

Les dispositions applicables en matière de programmation des interventions, en application des règles en matière de coordination régionale des fermetures et des modalités d'exploitation sous chantier sont définies par les documents constitutifs du marché de Conception-Réalisation objet du présent marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage.

4.2 Équipements obligatoires

Les intervenants amenés à se rendre sur le secteur autoroutier devront obligatoirement :

- être vêtus de vêtements réfléchissants de couleur jaune ou orange, intégrant des bandes rétro réfléchissantes conforme à la réglementation en vigueur (classe II minimum).
- être équipés des protections individuelles adaptés aux tâches exécutées (bottes ou chaussures de sécurité, gants, lunettes, etc),
- pouvoir assurer leur hygiène (lavage des mains, etc).

Quelle que soit sa fonction, l'ensemble des personnels, intervenant sur le secteur autoroutier devra porter un gilet à bandes rétro-réfléchissantes intégrées conforme à la réglementation en vigueur (classe II minimum).

L'ensemble des équipements de sécurité individuels et collectifs devra être conforme à la législation et régulièrement contrôlé conformément à celle-ci. Les vêtements de travail seront à la charge de l'entreprise.

Tous les véhicules et engins évoluant sur le réseau autoroutier devront être munis d'un matériel de signalisation constitué au minimum d'un panneau AK5 tricolor, deux gyrophares oranges et un balisage rouge et blanc (classe II).

Le personnel intervenant sur le périmètre de la DIRIF devra avoir reçu une formation à la sécurité adaptée à leurs interventions et devra posséder les habilitations et vaccinations nécessaires.

En raison de l'importance des problèmes de sécurité posés par les travaux ou les interventions sur autoroutes, tant pour le personnel que pour les usagers, Tout manquement à ces règles impératives, entraînera le renvoi immédiat de l'ensemble du personnel concerné et son remplacement, aux frais de l'Entrepreneur, sans avoir à justifier ce renvoi.

Ce renvoi pourra être prononcé par le maître d'ouvrage ou son représentant, y compris tout agent de la DiR IF responsable de la gestion et de l'exploitation des voies concernées.